

--- ENGLISH VERSION BELOW ---

Appel à contributions

**L'appropriation privative du collectif et du commun :  
théories, histoire et politiques**

Journées d'études organisées par PHARE (Université Paris 1 et CNRS), CMH (CNRS – EHESS - ENS), Sophiapol (Université Paris Oest Nanterre La Défense)  
Les 21-22 janvier 2016, à la Maison des Sciences Economiques (Université Paris 1)

Avec la marchandisation (*commodification*) et la privatisation (*privatization*) tendancielle de toutes les portions de la vie humaine et des ressources, on peut se demander si l'on n'assiste pas à l'extension du domaine des biens privés au détriment de celui des biens publics/collectifs et communs. Si c'est le cas, quels sont les enjeux, les implications et les conséquences éventuelles d'une telle relation de vases communicants ?

On peut opposer deux définitions idéales typiques des biens publics. D'une part, la définition économique des biens publics – plus précisément désignés par la discipline comme collectifs – qui renvoie à l'usage fait de ces biens, a la fois non exclusif et non rival, ce qui impliquerait que la production doive être publique pour être optimale. D'autre part, une définition de nature politique prend en considération la source et la procédure de création et d'affectation de ces biens : ceux-ci appartiennent au public, sont distribués en public par des experts d'organisations publiques, ou sous leur responsabilité. Ces biens publics ou collectifs se distinguent des biens communs. La définition économique de ces biens renvoie toujours à leur usage qui, cette fois rival, menace d'épuiser le bien. La définition politique des ressources communes, elle, renvoie toujours à la procédure d'affectation du bien : ces ressources ne sont ni entièrement à la charge de l'État, ni fournies par le marché, mais gérées par des communautés auto-gouvernées capables d'en réguler l'usage de façon à maintenir un taux de renouvellement de la ressource qui excède son taux de prélèvement (Ostrom, 1990, p. 1-2 et p. 30). On observe que ces catégories ne sont pas des catégories réelles (s'appuyant sur les caractéristiques des biens considérés) mais des catégories opératoires (s'appuyant sur leur fonctionnement économique). Autrement dit, il n'y a pas de biens communs ou publics/collectifs par nature : ce qui détermine la catégorie à laquelle le bien appartient est la manière dont il fonctionne du point de vue de l'économie. Réciproquement donc rien n'interdit qu'un bien public/collectif ou un bien commun deviennent un bien privé. Rien n'interdit, par exemple, qu'un bien public – comme les réseaux de chemin de fer ou de télécommunications – ne devienne un bien privé, si on découvre un moyen de faire entrer le bien dans la catégorie de biens rivaux et exclusifs.

Y aurait-il alors, avec cette tendance à la marchandisation et la privatisation, une tendance quasiment fatale à la disparition des catégories autres que celle de biens privés, dans

le cadre d'une économie de marché ? Y aurait-il sens à déplorer ce mouvement (s'il existe) et, dans ce cas, à proposer une définition économique et juridique plus robuste des biens publics/collectifs et communs qui les préservent d'une privatisation possiblement délétère ? Inversement, l'émergence de formes collaboratives produisant du bien public (toutes les formes de wiki et de partage) remettent aussi en question la distinction entre appropriation publique et privative. Ces différentes évolutions posent le problème de l'autonomie de l'économie à l'égard d'autres approches, politiques ou morales au nom desquelles elle pourrait être mise en question ; elles posent enfin le problème d'une requalification du commun et du public/collectif qui, si ce sont des catégories essentielles, doivent recevoir une définition économique, politique et juridique plus robuste.

Au cours des deux journées qui se dérouleront en janvier 2016 nous souhaitons, dans un cadre pluridisciplinaire (à l'intersection de l'économie, de la philosophie, du droit et des sciences politiques), encourager des communications susceptibles :

1. de proposer une clarification conceptuelle des distinctions entre biens communs et biens collectifs, y compris dans l'histoire des idées ;
2. d'offrir un éclairage sur la place des biens collectifs et biens communs au cours de l'histoire, susceptible notamment de mettre en évidence la régression de ces types des biens face à d'autres formes d'appropriation ;
3. de mettre en lumière les différences de production et gestion des biens collectifs et biens communs ;
4. d'interroger de façon critique l'approche par E. Ostrom des biens communs ainsi que l'engouement actuel pour les biens communs ;
5. de reposer la question de savoir si une gestion spécifique des biens communs et biens collectifs est requise ou non.

### **Conditions de soumission**

Les propositions de communications (d'environ 500 mots, et indiquant le ou les axe(s) d'étude choisis) sont à envoyer à [colloquebienscollectifs@gmail.com](mailto:colloquebienscollectifs@gmail.com) pour le 30 avril 2015 au plus tard. Les décisions d'acceptation ou de refus seront notifiées avant le 18 mai.

### **Comité scientifique**

Marie-Aline Chardeaux (Paris), Marie Cornu (CNRS), Marc Fleurbaey (Université de Princeton), Caroline Guibet Lafaye (CNRS), Stéphane Haber (Université Paris Ouest Nanterre La Défense), Agnès Labrousse (Université Picardie Jules-Verne), Christian Laval (Université Paris Ouest Nanterre La Défense), Emmanuel Picavet (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Sarah Vanuxem (Université de Nice Sophia Antipolis), Richard Sturn (University of Graz).

### **Comité d'organisation**

Elodie Bertrand (CNRS, PHARE), Pierre Crétois (Université de Tours, Sophiapol), Michel Forsé (CNRS, CMH), Caroline Guibet Lafaye (CNRS, CMH), Philippe Poinot (LVMT), Cédric Rio (CMH)

Call for papers

**The privative appropriation of the public and the common: theories, history and policies**

Workshop organized by PHARE (University Paris 1 and CNRS), CMH (CNRS – EHESS – ENS), Sophiapol (Université Paris Ouest Nanterre La Défense)  
January, 21-22<sup>nd</sup> 2016, at the Maison des Sciences Economiques (University Paris1)

With the tendency towards commodification and proprietarization of all the parts of human life and resources, it can be asked whether we are not attending the extension of the private-goods domain at the expense of the domain of common and public goods. If it were the case, what would be the stakes, the implications and the likely consequences of such a relationship of communicating vessels?

Two ideal-typical definitions of public goods may be opposed. On the one hand, the economic definition of public goods refers to the usage of these goods, both non excludable and non rival, which would imply that production should be public to be optimal. On the other hand, a politics definition takes into account the source and process of creation and allocation of these goods: they belong to the public, are publicly distributed by experts of public organizations, or under their responsibility. These public goods are distinct from common goods. The economic definition of these goods still refers to their usage – rival in this case – which threatens to exhaust the good. The politics definition of common resources, for its part, still refers to the process of allocation of the good: these resources are not entirely the responsibility of the State, nor provided by the market, but managed by self-governed communities able to regulate their usage so as to maintain a replacement rate of the resource superior to its depletion rate (Ostrom, 1990, p. 1-2 and p. 30). It should be noted that these categories are not real categories (based on the characteristics of the goods that are considered) but operational categories (based on their economic functioning). In other words, there are no common goods or public goods by nature: what determines the category to which belongs the good is the way it functions from the economic point of view. Reciprocally, nothing stops a public good or a common good from becoming a private good. Nothing forbids, for example, that a public good – like rail or telecommunication networks – becomes a private good, if we discover a means to make this good enter in the category of excludable and rival goods.

Would there be, with this tendency to commodification and proprietarization, an almost fatal tendency to the disappearance of the other categories than those of private goods, in a market economy? Would it be meaningful to lament this movement (if it exists) and, in this case, to suggest a stronger economic and legal definition of public and common goods, which would protect them from a potentially noxious privatization? Conversely, the emergence of collaborative forms providing public goods (wiki and shared uses) also question the distinction between private and public appropriation. These different evolutions pose the problem of the autonomy of economics relatively to other approaches – political or moral – in the name of which it could be questioned; this eventually poses the problem of a new characterization of the common and the public, which, if these are essential categories, must receive a stronger economic, politics, and legal definition.

During this two-day workshop, and in a multi-disciplinary framework (at the crossroad of economics, philosophy, law and political science), we encourage communications aiming at:

1. suggesting a conceptual clarification of the distinctions between common goods and public goods, including in the history of ideas;

2. bringing some new light on the place of public goods and common goods in history, notably evidencing the decline of these types of goods relatively to other forms of appropriation;

3. bringing to the fore the differences in the production and management of public goods and common goods;

4. questioning E. Ostrom's approach of common goods, as well as this recent craze for common goods;

5. posing anew the question of knowing whether a specific management of common goods and public goods is required or not.

### **Submission conditions**

Proposals of communications (about 500 words, please indicate the sub-theme(s) chosen) should be sent to [colloquebienscollectifs@gmail.com](mailto:colloquebienscollectifs@gmail.com) before 30 April 2015. Notifications of decisions will be given before 18 May.

### **Scientific committee**

Marie-Aline Chardeaux (Paris), Marie Cornu (CNRS), Marc Fleurbaey (Princeton University), Caroline Guibet Lafaye (CNRS), Stéphane Haber (University Paris Ouest Nanterre La Défense), Agnès Labrousse (University Picardie Jules-Verne), Christian Laval (Université Paris Ouest Nanterre La Défense), Emmanuel Picavet (University Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Sarah Vanuxem (University Nice Sophia Antipolis), Richard Sturn (University of Graz).

### **Organization committee**

Elodie Bertrand (CNRS, PHARE), Pierre Crétois (Tours University, Sophiapol), Michel Forsé (CNRS, CMH), Caroline Guibet Lafaye (CNRS, CMH), Philippe Poinot (LVMT), Cédric Rio (CMH)